

Rapport annuel

Mai 2021-Avril 2022

Bureau des droits de la personne

Bureau des droits de la personne
Human Rights Office



uOttawa

Message de la direction	3
À propos du Bureau des droits de la personne	4
Objectifs du rapport	4
Les résultats en bref	5
Les approches proactives.....	6
Résumé des demandes au BDP	10
Les répercussions de la pandémie sur le rôle du BDP.....	14
Un grand merci à nos partenaires	15

Message de la direction

L'année universitaire 2021-2022 a incontestablement été à la fois riche en rebondissements et productive pour le Bureau des droits de la personne. En mode hybride, le personnel du BDP a continué de former, de conseiller et d'outiller la communauté universitaire sur un large éventail de sujets sous son mandat.

En plus de gérer un grand nombre de demandes et de fournir des services qualifiés, le BDP a mené d'importants projets à terme, notamment, l'adoption du [Règlement 130 -Droits et conduite responsable des Étudiantes et Étudiants](#). Fruit d'un processus participatif et inclusif entre les membres de la communauté universitaire et l'administration, ce règlement servira d'outil de promotion et de respect des droits des membres de la communauté universitaire dans un souci de maintenir un milieu respectueux, sain et sécuritaire. Il favorisera également l'atteinte de l'objectif de Transformation 2030 de « développement d'une culture plus durable sur le campus qui promeut le bien-être, valorise la diversité et encourage la mobilisation du personnel. » Le BDP s'engage à assurer le bon déploiement de ce règlement et encourage la rétroaction de toutes et de tous pour mesurer l'alignement des prochaines phases aux attentes de la communauté universitaire.

Nous tenons finalement à souligner que, pour la première fois cette année, l'Université d'Ottawa s'est classée parmi les meilleurs employeurs pour la diversité au Canada, « Canada 's Best Diversity Employer » pour ses mesures et initiatives en matière d'équité, de diversité et d'inclusion en emploi. Quoique conscient du travail qu'il reste à faire, le BDP tient à remercier les acteurs de changements sur notre campus qui ont pris part à ces initiatives. Nous encourageons le personnel impliqué, que ce soit dans le processus décisionnel et la gestion du portefeuille ou dans la fourniture et la prestation de biens, de services, d'apprentissage et d'opportunités au nom de l'université, à continuer d'intégrer l'inclusion dans leurs pratiques.

Nous remercions également les membres de notre communauté universitaire qui continuent de veiller à la protection et la promotion des valeurs fondamentales de l'Université d'Ottawa en matière d'équité, de diversité et d'inclusion et de respect.

Au nom du Bureau des droits de la personne, passez une belle année universitaire 2022-2023.

À propos du Bureau des droits de la personne

Le Bureau des droits de la personne appuie l'université dans ses obligations en vertu du [Code des droits de la personne de l'Ontario](#), la [Loi sur la santé et la sécurité au travail en matière de harcèlement en milieu de travail](#), la [Loi sur l'accessibilité des personnes handicapées de l'Ontario](#), la [Politique d'évaluation de conformité du Programme de contrats fédéraux \(PCF\)](#), ainsi que la [Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités](#) et la [Loi sur la santé et la sécurité du travail](#) relativement à la violence sexuelle, au harcèlement sexuel et au harcèlement sexuel en milieu de travail. Son rôle consiste particulièrement à offrir des conseils d'expert concernant la création, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques, des procédures et des pratiques sur l'accessibilité, la violence sexuelle, le harcèlement et la discrimination et en matière d'équité, de diversité et d'inclusion.

Le mandat du Bureau des droits de la personne comprend également le traitement des plaintes en vertu du [Règlement 67a – Prévention du harcèlement et de la discrimination](#), le [Règlement 67b Prévention de la violence sexuelle](#) et le [Règlement 130 -Droits et conduite responsable des Étudiantes et Étudiants](#).

Pour en savoir plus, veuillez consulter le site Web du [Bureau des droits de la personne](#).

Objectifs du rapport

Ce document rend compte des actions et engagements pris par le Bureau des droits de la personne entre le 1er mai 2021 et le 30 avril 2022.

Les objectifs de cette activité sont les suivants :

- Faire le suivi des progrès accomplis par le BDP
- Relever les obstacles à éliminer pour aider le BDP à remplir ses engagements;
- Au besoin, réviser les stratégies du BDP.

Les résultats en bref



Pour la première fois cette année, l'Université d'Ottawa s'est classée parmi les meilleurs employeurs pour la diversité au Canada, « Canada 's Best Diversity Employer ».



Cinq immeubles de l'Université ont reçu la certification en matière d'accessibilité de la Fondation Rick Hansen.



Un règlement sur les droits et conduites responsable des étudiantes et étudiants a été adopté.



Des 936 demandes et plaintes reçues par le bureau, le BDP a remarqué une augmentation des demandes institutionnelles proactives sur l'équité, la diversité et l'inclusion, la prévention de la violence sexuelle ainsi que sur l'accessibilité.



Le BDP a reçu plusieurs signalements portant sur la croyance en vertu du Règlement 129 sur la vaccination contre la COVID-19.



Selon nos données, les incidents portant sur le harcèlement au travail, la violence sexuelle et l'accommodement pour les étudiants en situation de handicap sur les plateformes virtuelles ont augmentés.

Les approches proactives

Appuyer les engagements de l'Université

Le Bureau des droits de la personne a appuyé la haute direction, les facultés, les services et les groupes étudiants dans la réalisation d'actions visant à répondre aux objectifs des initiatives et des programmes suivants :

- Les Principes d'Universités Canada en matière d'équité, de diversité et d'inclusion
- Le programme Dimensions : équité, diversité et inclusion Canada du gouvernement fédéral
- L'approche globale pour contrer le racisme et la discrimination sur le campus
- Le Réseau canadien pour l'accessibilité
- La Charte de l'Okanagan
- Le Programme de contrats fédéraux

Note approche concrète et transparente

Le Bureau des droits de la personne a fourni des recommandations concrètes avec des objectifs mesurables, fondées sur des données probantes à travers les rapports de conformité suivants :

- Les rapports de conformité en vertu Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO)
- Les rapports d'étape annuels sur l'accessibilité
- Les rapports sur la prévention de la violence sexuelle
- Les survols du Programme des contrats fédéraux à l'Université d'Ottawa

Des directives claires et transparentes

Le Bureau a travaillé en collaboration avec différentes unités et facultés sur les mesures, les directives, les procédures et les règlements suivants :

- L'approche globale pour contrer le racisme et la discrimination sur le campus
- La révision du Règlement 67b – Prévention de la violence sexuelle
- Le développement des mesures en vue d'un retour progressif sur le campus et les accommodements pour les membres de notre communauté universitaire en situation de handicap pendant la pandémie COVID-19.
- La vérification de l'accessibilité des achats TI
- Les achats inclusifs
- Les accommodements portant sur la qualité de l'air (sans parfums)

Nos activités de sensibilisation

- Le Semaine d'orientation
- Le Salon du mieux-être
- Les Midis-causeries – Un campus actif et en santé
- Une capsule vidéo sur le consentement
- Se connecter au Canada : de l'amitié aux rencontres et tout ce qu'il y a entre les deux
- *Begin By Listening Conference*
- Formation virtuelle : (en partenariat avec le service des sports) environ 900 étudiants athlètes et personnel entraîneur ont suivis la formation en ligne sur la prévention de la violence sexuelle ainsi que la formation *Mobilisation des témoins*.
- Les 6 semaines de prévention de la violence sexuelle sur le campus
- (Pour plus d'informations, veuillez consulter le Rapport sur la prévention de la violence sexuelle 2021-2022 dans la section Web [Rapports](#) du Bureau des droits de la personne).

Nos séances de formation

- 45 séances de formation portant sur la violence sexuelle. (Pour plus d'informations, veuillez consulter le Rapport sur la prévention de la violence sexuelle 2021-2022 dans la section Web [Rapports](#) du Bureau des droits de la personne);
- Deux (2) séances sur l'application des normes sanitaires et l'obligation d'accommodement des personnes en situation de handicap;
- La création de la ressource éducative ([IDEA](#)) *Inclusion, Diversity, Equity, and Accessibility* (version française disponible pour l'automne 2022);
- Une (1) séance d'information pour mieux comprendre la neurodiversité;
- Plusieurs animations de groupes de discussion sur l'ÉDI;
- Une (1) séance d'information sur comment rendre des événements forts en ÉDI.

Nos outils d'information

- Le site Web du [Bureau des droits de la personne](#)
- Les [cartes virtuelles interactives de l'Université d'Ottawa](#)
- Le [Carrefour accessibilité](#)
- Le site Web [Violence sexuelle : soutien et prévention](#)
- Nos formations obligatoires (sur [virtuO](#))

Nos consultations avec la communauté universitaire

Le Bureau des droits de la personne a continué de consulter la communauté universitaire à travers les comités suivants :

- Le Comité consultatif uOaccessible
- Le Comité permanent en prévention de la violence sexuelle (CPPVS)
- Le Comité d'action antiracisme et inclusion dirigé par le conseiller spécial sur l'antiracisme et l'excellence en matière d'inclusion

Nos engagements dans les comités internes

- Le Comité sur la santé et sécurité au travail (du Bureau de la gestion du risque).
- Le Comité sur la santé psychologique et de sécurité.
- Le Groupe conseil – communauté Web (des Communications).
- Le Groupe des agents de communication.
- Le Comité sur les formations obligatoires (de Ressources humaines).
- Le Réseau des agents du changement du Programme de modernisation des services administratifs.
- Le Comité consultatif sur le design des espaces publics (du Service des immeubles).

Nos engagements dans la communauté

Le Bureau des droits de la personne a appuyé l'Université d'Ottawa dans son engagement à approfondir et à enrichir ses connexions pour favoriser l'échange de ressources, d'expertise et de possibilités à travers les initiatives suivantes :

- Le réseau ACCESS-EDU (autrefois CADSPPE-L) : destinés aux spécialistes de l'apprentissage des établissements postsecondaires du Canada.
- Le Comité d'élaboration des normes d'accessibilité pour l'éducation postsecondaire
- La révision des normes d'entretien hivernal de la ville d'Ottawa
- La communauté de pratique francophone du projet Le courage d'agir (visant à combattre et à prévenir la violence fondée sur le sexe sur les campus d'enseignement supérieur canadiens)
- Le Groupe de référence sur la violence sexuelle du Conseil des universités de l'Ontario
- Le Groupe de référence sur l'équité la diversité et l'inclusion du Conseil des universités de l'Ontario
- L'établissement de partenariats avec les organismes de soutien aux personnes survivantes de violence sexuelle
- Le groupe ad hoc de conseillers responsable de LAPHO dans les universités ontariennes
- Le Groupe de référence des agents principaux responsables de l'équité
- Le Groupe de référence des membres du Conseil des universités de l'Ontario sur l'équité, la diversité.

Le développement de nos compétences

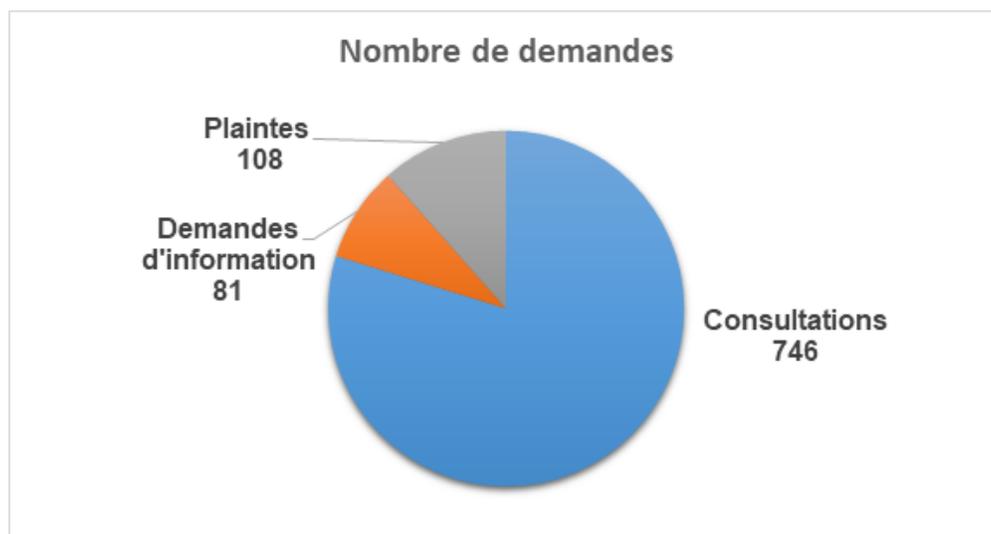
Parmi les séances de formation continue auxquelles le personnel du BDP a assisté et participé au cours de la dernière, mentionnons les suivantes :

- Human Rights Concerns in Post-Secondary Education : The View from Ontario & Manitoba, Algonquin College.
- Virtual Consultation – Faculty|Staff Sexual Violence Towards Students – University Presidents and HR Representatives, Ministry of Colleges and Universities (MCU).
- Learning Our Strengths Conference 2021, Creating Equitable, Diverse and Inclusive Organizations.
- National Forum on Anti-Asian Racism – Building Solidarities, University Ryerson.
- Ours to tell : Ethics of Research in Indigenous and Japanese Canadian Communities.
- Understanding and addressing issues of gender identity and sexuality when working with trauma survivors through trauma-informed care approaches.
- Conférence Chaire VSSMES - Subtile hétérocisnormativité : une analyse critique des politiques institutionnelles visant à prévenir et combattre les violences à caractère sexuel.
- 2SLGBTQ+ Inclusive Trauma-Informed Care.
- Vicarious Trauma - An Indigenous Perspective: Cultural Strengths as the Roots of Resilience for Healing Trauma and Building Worker Wellness.
- Conference - Sexual Assault on Campus Canada.
- Conférence Chaire VSSMES - Confronting campus sexual violence in the face of rising backlash.
- Accessibility and the Neurodiverse Campus Community, offert par Centre for Innovation in Campus Mental Health, et animé par Tara Connolly de l'initiative READ de l'Université Carleton.
- Employment Equity Partnership Roundtable 2022, organisé par The Inclusion Project et le Centre Mondial du pluralisme.
- Top Ten Workplace Investigation Cases of 2021, Rubin Thomlinson LLP.
- Workplace Assessment and Reviews, Rubin Thomlinson LLP.
- Principles in Credibility in Investigations, Lunch n Learn, Rubin Thomlinson LLP.
- Internal Investigations 2022, Rubin Thomlinson LLP.
- Forum Francophone Virtuel du Centre d'innovation en santé mentale sur les campus (CISMC).
- How to build a comprehensive accessibility strategy, SiteImprove (held virtually).
- Atelier : La gouvernance inclusive auprès des conseils d'administration des organismes francophones en Ontario – Le Phénix (held virtually).
- Accessibility and Inclusion Conference (hosted by Rick Hansen) - (held virtually).
- Digital Violence Against Women and Hate Motivated Violence, Abigail Curlew, Carleton University (Online webinar).
- Intersection of COV, ID, Homelessness and Legal Rights, University of Ottawa, Faculty of Law Health Law Centre, Professor Terry Shloick.
- Anti-Oppression Training, Windz training.
- Mental Health Medical and Legal - best practices Panel with Dr. Mark Pierce, Neha Chugh, Stephanie, (held virtually).
- Aird and Berlis LLP Black Women Leaders – Diversity in the Legal Profession.
- Sexual Violence Conference, University (Canada wide Conference), Joanna Birabaum and Dan Mikilchuk (BLG).
- State of HRO and NOIDS, UOttawa Centre for Human Rights and Pluralism.

Résumé des demandes au BDP

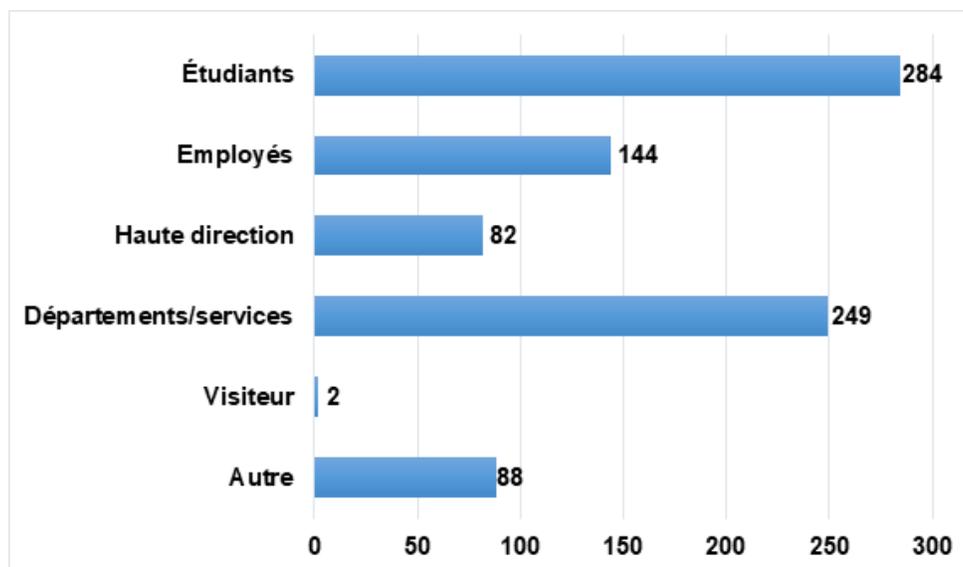
Le nombre de demandes

Sur les 936 demandes reçues par le BDP, 746 ont mené à une consultation, 81 à des demandes d'information, 108 à des plaintes, formelles ou informelles, pour tous les secteurs d'activité du BDP (accessibilité, harcèlement et discrimination, violence sexuelle, équité et inclusion).



La population

Plus de 284 étudiants et 144 membres du personnel ont fait appel aux services du BDP.



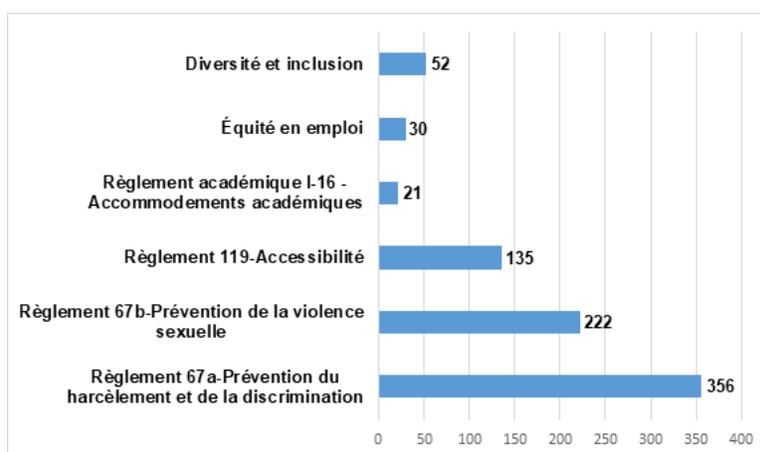
Les demandes selon les règlements

Services-conseils

Afin d'aider l'Université d'Ottawa à remplir ces obligations, le BDP a fourni 936 services-conseils auprès des services et des facultés, dont :

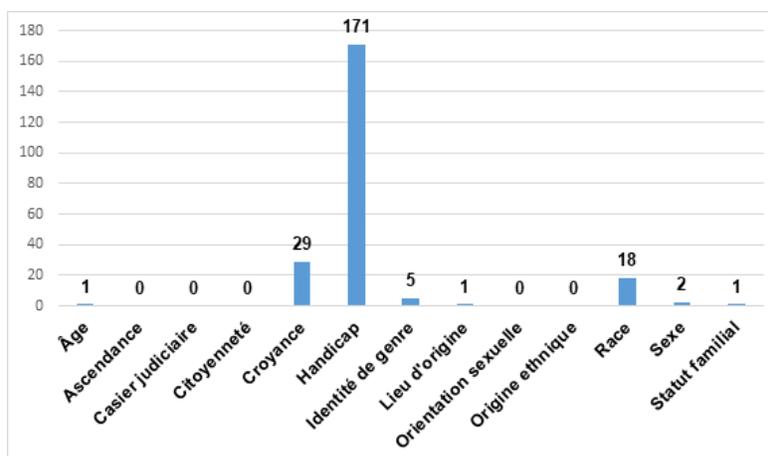
- 356 concernant le Règlement 67a – Prévention du harcèlement et de la discrimination
- 222 concernant le Règlement 67b – Prévention de la violence sexuelle
- 135 concernant le Règlement 119 – Accessibilité
- 21 concernant le Règlement académique I-16 – Accommodements académiques

Le harcèlement et la discrimination, avec la violence sexuelle et l'accessibilité, demeurent les sujets les plus courants. Le BDP a également reçu des demandes concernant l'équité en emploi, le harcèlement au travail et le nouveau Règlement 130 -Droits et conduite responsable des Étudiantes et Étudiants. Plus de 151 demandes ne relevaient pas du mandat du bureau.



Les demandes selon les motifs en vertu du Code

Les demandes qui concernent la discrimination selon le *Code des droits de la personne de l'Ontario* sont nombreuses en ce qui a trait au handicap (171) et à la croyance (29).

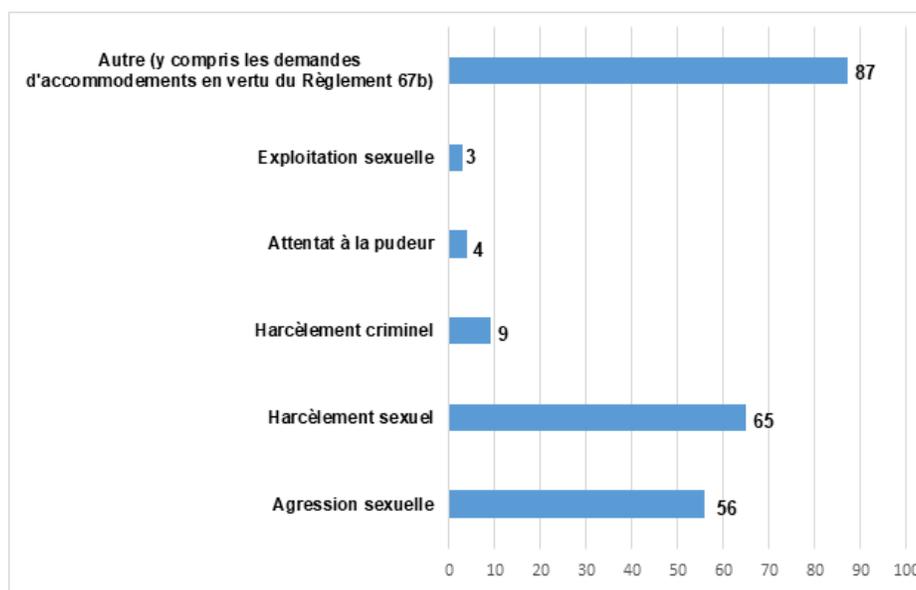


La violence sexuelle

Le BDP a reçu de la communauté universitaire 224 demandes de services liées à la violence sexuelle, dont les demandes qui concernent les types de violence sexuelle suivants :

- Agression sexuelle : 56
- Harcèlement sexuel : 65
- Attentat à la pudeur : 4
- Harcèlement criminel : 9
- Exploitation sexuelle : 3
- Autres (non spécifié) : 87

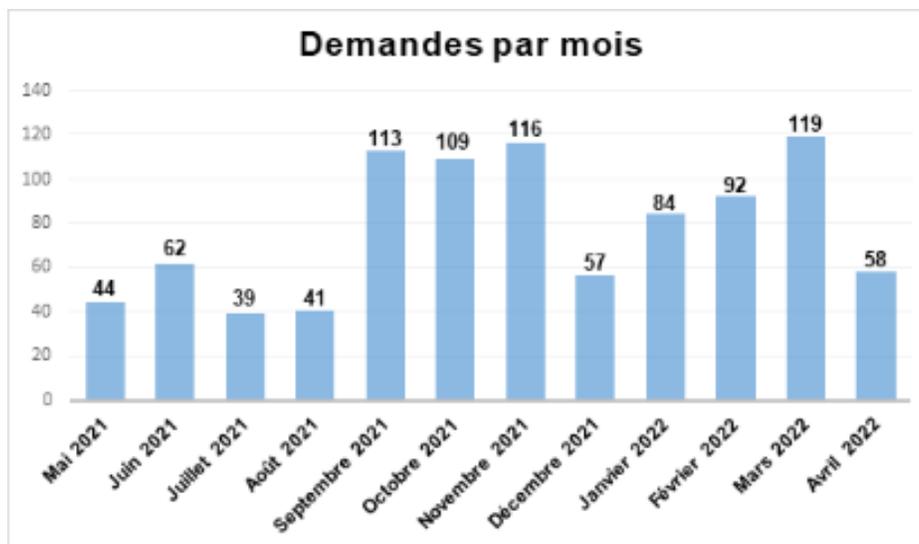
De ces 87 demandes, 54 étaient des demandes d'accommodements (ex. : reports de remise de travaux ou d'examens, changements de cours, application de mesures préventives en classe, lettres de soutien dans le cadre de divers recours, demandes de remboursement des frais de scolarité et justifications d'absences en classe).



(Pour plus d'informations, veuillez consulter le Rapport sur la prévention de la violence sexuelle 2021-2022 dans la section Web [Rapports](#) du Bureau des droits de la personne)

Les demandes par mois

Le BDP a connu des périodes de forte affluence, entre autres au mois de mars 2022, où les demandes ont atteint le nombre de 121. L'automne a particulièrement été occupé et les débuts et les fins de trimestres sont généralement les moments les plus occupés.



Les répercussions de la pandémie sur le rôle du BDP

La pandémie a eu un impact disproportionné sur les groupes visés par l'équité ou en quête d'équité. Les incidents dans lesquels nous avons été impliqués reflètent cet impact disproportionné d'une myriade de façons.

Les interactions virtuelles

L'augmentation des interactions virtuelles a influé sur la nature des incidents portés à notre attention, notamment dans l'environnement d'apprentissage et de travail en ligne et lors d'interactions sociales en ligne. Plusieurs de ces signalements portaient sur des affichages sur les médias sociaux. Certains de ces incidents contrevenaient aux règlements couverts par notre mandat. Plus d'étudiants en situation de handicap ont dit être confrontés à des obstacles dans l'environnement d'apprentissage en ligne et le campus virtuel. Les interactions dans un lieu de travail virtuel semblaient également rendre la résolution de conflits plus difficile.

Le BDP a également reçu plus de signalements d'incidents de harcèlement sur les plateformes virtuelles où la personne ayant publié les commentaires prétendument harcelants n'était pas toujours identifiable. Dans ces situations, il peut être difficile d'enquêter ou d'intervenir. Nous continuons d'étudier de près les pistes de solutions avec nos partenaires pour pallier ces nouveaux défis.

La vaccination contre la COVID-19

De nombreux membres de la communauté universitaire qui n'avaient pas obtenu l'exemption demandée pour la vaccination requise en vertu du Règlement universitaire 129 ont choisi d'exercer leur droit de déposer une plainte sous la politique 67a. Le BDP traité un nombre important de ces plaintes, en particulier, pour des raisons de croyance ou de religion.

En conclusion, nos données des deux dernières années soulignent que l'avancement technologique rapide, et son utilisation exponentielle par notre communauté universitaire viennent avec son lot d'enjeux. Elles révèlent également l'importance de porter une attention particulière aux besoins des membres de notre communauté universitaire provenant de groupes visés par l'équité ou en quête d'équité dans toutes nos décisions et d'adopter des pratiques inclusives dans tout ce que nous faisons.

Un grand merci à nos partenaires :

- Syndicat étudiant de l'Université d'Ottawa (SÉUO)
- Centre de ressources des femmes
- Association des étudiantes et étudiants diplômés de l'Université d'Ottawa (GSAÉD)
- Service du logement
- Service des sports
- Centre de ressources autochtones
- Direction générale des communications
- Bureau international
- Service de promotion de la santé
- Service de la protection
- Service de counseling
- Service d'appui aux étudiants
- Service d'appui à l'enseignement et à l'apprentissage
- CALACS francophone d'Ottawa
- Ottawa Rape Crisis Centre
- Centre for Treatment of Sexual Abuse and Childhood Trauma
- Ottawa Coalition to End Violence Against Women (OCTEVAW)
- Université Carleton
- Collège Algonquin
- Collège La Cité
- COOP Carrières, COOP et Carrières
- Faculté de médecine
- Ressources humaines
- Service de gestion de la recherche
- Affaires professorales, Cabinet du vice-recteur aux études
- Sport interuniversitaire
- Telfer
- L'équipe d'engagement communautaire